

Equateur : NOBOA et CORREA au second tour des présidentielles.

Le 17 octobre 2006.

Marie-Esther Lacuisse

La surprise du premier tour des présidentielles, qui s'est déroulé le 15 octobre, n'a pas été le choix qui s'est porté sur les candidats Noboa et Correa, mais l'avantage pris par le premier. Avec 70% des votes comptabilisés, Noboa, Parti Renouveau de l'Action Nationale (Prian), a obtenu 26,7% des suffrages et Correa, candidat d'Alianza Pais, seulement 22,5%. La troisième place a été prise par Gilmar Gutierrez, Parti Société Patriotique (PSP), frère de l'ex président Lucio Gutierrez, avec 15,86% des votes.

Ce résultat électoral vient contrecarrer la fausse tendance du choix des électeurs en faveur des représentants des partis politiques traditionnels donnée par les sondages entre avril et août. León Roldos, représentant de l'alliance Gauche Démocratique et Ethique Démocratique et issue des rangs du parti socialiste équatorien, et Cynthia Viteri, candidate du Parti Social-Chrétien, devaient être les candidats du second tour des présidentielles.. Cependant, il était évident au fil de la campagne que le choix des électeurs se porterait sur des candidats indépendants ou des leaders clientélistes face à la crise du système des partis politiques en Equateur et son rejet par la majorité de la population.

Noboa, Correa et Gutierrez ne sont pas issus des partis politiques traditionnels. Le premier s'est lancé en politique en 1998 et il détient le marché de la banane en Equateur, deuxième produit d'exportation du pays après le pétrole. Le second a émergé lors des mobilisations sociales pour renverser le président Lucio Gutierrez, et il est professeur d'économie. Quant au troisième, il reprend le flambeau du frère déchu, arrivé en politique après avoir conduit un coup d'Etat contre le président Jamil Mahuad, en 2000. L'avantage pris par Noboa lors de ce premier tour, est le fruit de trois causes. D'une part, Noboa construit depuis six ans son terrain politique sans contracter d'alliances à la différence d'une majorité des partis. D'autre part, les méthodes clientélistes qu'il emploie, ont fortement contribué à ce succès. Par le biais sa Fondation Cruzada Nueva Humanidad, créée avec son épouse, Noboa a parcouru le pays avec son leitmotiv « Pan, Techo y Empleo » (Pain, toit et emploi) en multipliant les distributions de matériels scolaires, ordinateurs et soins pour les personnes handicapées. La fondation est désormais rattachée au parti politique. Dès les élections municipales de 2004, le parti de Noboa avait remporté 11% des suffrages en prenant la troisième place des organisations politiques dans le pays, score important pour un parti créé en 2002, pour soutenir la seconde candidature de Noboa aux élections présidentielles où il était déjà arrivé second.

Noboa, le milliardaire de la banane, a longtemps été écarté des espaces de pouvoir pour qu'il ne puisse pas diriger politiquement le pays avec sa fortune. Il n'est entré en politique qu'en 1998. Suite à l'exil forcé de l'ex-président Abdala Bucaram pour corruption, il a pris la candidature de son parti, le Parti Roldosiste Equatorien (PRE). Il aurait d'ailleurs dû remporter les présidentielles de 1998, mais un acte de fraude avait alors profité à son rival Jamil Mahuad. Ainsi, pour la troisième fois, Noboa atteint le second tour des élections présidentielles qu'il pourrait remporter grâce à l'appui du PSC, parti traditionnel fortement implanté dans les provinces côtières de l'Equateur et duquel Noboa est proche du leader (Leon Febres Cordero) bien qu'en conflit d'intérêts. Cette coalition peut être dangereuse pour le pays qui serait désormais dirigé depuis Guayaquil, et elle effraie une grande partie de la société civile de la Sierra. Noboa comme Febres Cordero sont encore favorables au Consensus de Washington et ne prêtent aucune attention à l'enjeu d'une réforme institutionnelle en Equateur, au cœur du programme politique de son rival, Rafael Correa.

Ainsi, différemment de Noboa, le mot d'ordre de Rafael Correa est de mettre en place une Assemblée constituante après son élection, afin de rétablir des institutions législatives et juridiques en crise depuis plusieurs années. Il veut également mettre fin au système de partis en Equateur qu'il nomme « la partidocracia ». Rafael Correa est le candidat de la gauche urbaine en Equateur qui fait cependant encore peur à l'élite urbaine intellectuelle face à ses prises de position anti-impérialistes et en matière économique. Il refuse le Traité de libre-échange avec les Etats-Unis, la base de Manta et projette la redéfinition des contrats avec les entreprises pétrolières étrangères mais il n'apporte aucune proposition claire sur la redéfinition des échanges. Correa, économiste, qui n'a pas seulement étudié aux Etats-Unis mais aussi en Belgique, ne semble toutefois pas totalement opposé aux investissements privés pour le développement local. Le discours est radical du point de vue des lignes d'action médiatiques mais paraît plus raisonnable quand il projette le développement du pays. Alors que Noboa a atteint le second tour grâce à l'appui électoral de trois provinces de la Côte (Guayas, Manabi, Esmeraldas) et le Carchi dans la Sierra, province frontalière avec la Colombie, Rafael Correa a surtout reçu ses voix de la Sierra, à Quito, dans le Tungurahua, l'Azuay (Cuenca), Imbabura, El Oro et Loja. Aucun de ces deux candidats n'a toutefois reçu d'appuis convaincants dans l'Orient d'où provient Lucio Gutierrez ainsi que dans les trois provinces du centre la Sierra à majorité évangéliques qui se sont reportées sur la candidature de

Gilmar

Gutierrez.

Ces élections sont encore une fois de plus la traduction d'un pays divisé où les divergences de volontés rendent impossible la gouvernabilité du pays. Correa est le candidat qui a subi au plus fort les contradictions internes du territoire. Appuyé dans les provinces qui ont mené l'action collective contre le président Lucio Gutierrez en avril 2005, il n'a pas su convaincre

les populations de la Sierra centre et de l'Oriente qui perçoivent le renversement de l'ex président comme une injustice et comme la seule volonté de Quito. Toutefois, Correa a un atout pour assurer la stabilité du pays, qui a vécu le renversement de trois présidents depuis 1997, s'il est élu. Il a l'appui de Quito, qui refusera de voter pour Noboa au second tour, là où la société civile a toujours mené les renversements successifs des présidents. La victoire est essentielle pour Correa. Sans victoire à la présidentielle, il peut disparaître de la scène politique nationale, car il n'a présenté aucune liste pour les élections législatives, qui se sont déroulées conjointement à l'élection présidentielle, afin d'exprimer son opposition au système législatif. Les résultats des législatives sont à cette date inconnus. L'entreprise brésilienne E-Vote s'est vue incapable de conduire à terme la comptabilisation des votes. Le contrat signé par le Tribunal Suprême Electoral (TSE) avec cette jeune société de comptabilisation des votes a été interrompu hier suite à un dysfonctionnement du système électronique, qui rend impossible le comptage des 30% de votes restants. A Quito, les protestations ont débuté dans la soirée pour demander la révocation des sept magistrats du TSE en charge du contrat et certains crient à la fraude électorale. La contraction de cette entreprise n'avait pas été effectuée dans les règles des appels d'offre publics.

Les deux éléments supplémentaires qui pourraient permettre de comprendre les résultats de dimanche sont à saisir dans les stratégies de campagne. Noboa a conduit une campagne sans se préoccuper des autres candidats et en limitant les critiques à leurs égards. Il s'est appuyé sur un discours clientéliste mais aussi religieux. La Conférence Episcopale équatorienne a d'ailleurs condamné cet abus du candidat qui a fait de ses discours politiques une « imitation des rites sacrés ». Différemment, Correa a fortement critiqué les candidats Viteri et Roldos sans prendre en compte Noboa comme un rival potentiel au second tour de la manière que l'ensemble des instituts d'analyse électorale.